

EDUCATION

Compromis historique

David Wagner

La ministre de l'éducation nationale a perdu un opposant acharné : le DP. Les libéraux ont compris que leur obstruction ne menait à rien et se montrent plus conciliants. Peut-être aussi parce que ces réformes ne sont pas contraires à leur idéologie.

C'est terminé. Le combat d'arrière-garde que menait le DP depuis la prise de fonction de Mady Delvaux-Stehres (LSAP) au ministère de l'éducation nationale est résolu. Sa prédécesseure, Anne Brasseur (DP), a déposé les armes. Ou y a été contrainte par la nouvelle garde qui dirige désormais le parti. En tout cas, lors d'une conférence de presse mardi dernier au sujet de la politique d'éducation, c'est le président du DP, Claude Meisch, qui a donné le ton. Flanqué à sa droite du député et ancien secrétaire d'Etat Eugène Berger, dont l'on connaît les divergences de vue sur le sujet avec Brasseur, Meisch n'a pas tourné autour du pot : « Il faut laisser la guerre de l'éducation de côté. Désormais, il faut regarder vers l'avant. » Voilà pourquoi il faudrait cesser les longues discussions « idéologiques » sur l'interprétation des résultats de l'étude Pisa ou sur la

question si l'école est destinée à faire plaisir ou non.

C'est sûr, une guerre a été menée ces derniers temps au sein du DP, ou, pour le dire avec les mots de Meisch, « plus d'une année de discussions controversées ». Pour Brasseur, les discussions ont même été « très controversées ». Et l'on tombe des nues lorsque l'ancienne passionaria du « back to basics » déclare qu'il ne peut y avoir qu'un seul modèle scolaire. Car oui, « c'est l'école qui sait le mieux ce dont elle a besoin ». Cette déclaration contraste avec cette affirmation de la ministre de l'époque en 2001, dans l'hebdomadaire « Revue » : « L'école ne peut donner de réponse à chaque problème. Mais je peux très bien m'imaginer un modèle optimal ». Et celle qui, alors ministre, fustigeait les « pédagogismes », déclare que les méthodes pédagogiques doivent être éprouvées dans les écoles et accompagnées scientifiquement. Une déclaration que les « pédagogistes » du Groupe luxembourgeois d'éducation nouvelle (Glen) approuveraient certainement.

Eugène Berger va plus loin : il faut plus de « team teaching », développer les compétences des élèves et se rap-

pelez que l'évaluation de ces derniers sur base de points « ne donne pas une image complète et différenciée » des capacités des élèves. Et de souligner les « aspects communicatifs » dans l'enseignement des langues, ce qui correspond à la réforme engagée par Delvaux-Stehres.

Faites l'école, pas la guerre

Evidemment, le DP n'oublie pas qu'il est actuellement un parti d'opposition. Si les critiques vis-à-vis de la coalition n'ont pas disparu, elles ont gagné en nuances. Ainsi, le papier stratégique distribué à la presse tient que le « DP s'engage à critiquer les réformes engagées durant cette législature et de retenir les éléments qui ont fait leurs preuves ». Ce qui gêne le plus le DP se situe ainsi plus sur la forme que dans le fond. Exemples : s'il salue d'une part la création de concepts pédagogiques différents, il constate que leur évaluation et leur contrôle n'est réalisé pour l'instant « qu'en partie ». Le DP déplore aussi le manque d'orientation politique du gouvernement. Les messages de la ministre seraient trop flous et certaines réformes, comme celle des critè-

res de promotion, seraient introduites pour être retirées par la suite.

Eh oui, le sempiternel reproche que le système scolaire changerait constamment, soumis aux réformes permanentes des ministres successifs. Une critique renouvelée mardi soir lors d'un « forum citoyen » organisé par le LSAP à Junglinster au sujet de la politique scolaire. Une jeune femme, en première année d'études en infirmerie, profite de l'occasion d'avoir la ministre compétente à portée de main : « Le problème, c'est que le système scolaire change constamment ». Réponse immédiate de la ministre : non, le système scolaire n'a jamais changé fondamentalement, les seules réformes véritablement engagées durant ces dernières décennies concernaient les critères de promotion.

Il fallait bien que cela soit dit un jour. Les piliers du système scolaire luxembourgeois se sont toujours basés sur des fondamentaux conservateurs tels que le tri élitiste et prématuré et la sélection « négative » qui repose non pas sur les succès ou potentialités des élèves mais sur leurs échecs. « Cette mentalité chrétienne de la punition », comme le caractérise un autre orateur du forum ci-

Au « forum citoyen » du LSAP sur l'éducation mardi dernier. Pour Delvaux, le calme s'installe sur le front des réformes pédagogiques.



PHOTOS : LSAP



toyen, l'enseignant-chercheur Denis Scuto, président du Glen. Si pendant des décennies, et même récemment encore, nombre de responsables politiques ou de « hauts fonctionnaires » au ministère n'iaient cette évidence par conservatisme, il semble désormais que tout le monde commence à comprendre que ce système actuel est non seulement inique, mais aussi inefficace. Cette inefficacité a parfaitement été résumée par une participante au forum des socialistes : « Les élèves qui sont moyens dans toutes les disciplines n'ont aucun problème avec le système actuel. Par contre, ceux qui sont très bons dans certaines disciplines, mais mauvais dans d'autres, n'ont aucune chance. »

Si la majorité des formations politiques représentées à la Chambre semblent de plus en plus converger en matière de politique d'éducation, c'est peut-être aussi parce qu'un souci commun les taraude : celui de l'efficacité scolaire au service de la compétitivité économique. Le raisonnement est rationnel. Mieux vaut, pour une économie nationale, disposer d'un vivier le plus grand possible de têtes bien faites, créatives et autonomes. « L'école d'hier était destinée

à former des ouvriers aptes à obéir, voire, si l'on caricature un peu, à préparer à la guerre en inculquant dès le plus jeune âge les notions d'obéissance et d'exécution des ordres », expliquait d'ailleurs Scuto.

« Les élèves qui sont moyens dans toutes les disciplines n'ont aucun problème avec le système actuel. Par contre, ceux qui sont très bons dans certaines disciplines, mais mauvais dans d'autres, n'ont aucune chance. »

De nos jours, la guerre est bien moins dans les tranchées que dans la jungle du capitalisme occidental post-industriel où les économies et le monde du travail sont de plus en plus marqués par le secteur. La compétitivité est le maître-mot de l'idéologie scolaire, même et surtout pour une grande partie de réformateurs pédagogiques. Quitte à appliquer les méthodes de l'école Frenet, donc s'inspirent

des projets comme « Eis Schoul », sans en approuver l'idéal d'une société égalitaire.

D'ailleurs, le ministre Nicolas Schmit, en sa qualité de président de la circonscription est du LSAP, a mis les points sur les i pendant son discours de bienvenue aux participants du forum : « Nous devons atteindre le meilleur niveau d'éducation en Europe pour faire face à la concurrence ». Une vue des choses totalement intériorisée par Thorben Grasser, jeune orateur au forum et membre de la Conférence nationale des élèves : « Il faut pouvoir quantifier le niveau de compétence, car le marché du travail est dur et il faut pouvoir y survivre ».

Pas étonnant donc que le DP se retrouve en partie dans les réformes engagées et estime, dans son papier stratégique, que les « standards élevés en éducation et en compétences doivent correspondre aux attentes du marché et des universités ». S'il est à saluer que l'école luxembourgeoise entre peu à peu dans une ère nouvelle en matière de pédagogie, une ère certainement moins discriminante et positive pour les élèves, il faut constater que la question du modèle de société n'est pas à l'ordre du jour. Bon nom-

bre de pédagogues innovateurs semblent avoir pris acte du modèle de société actuel. Pourtant, dans quelques cercles, ces discussions existent, notamment de savoir si le terme « efficacité » relève plutôt de la terminologie économique que de la pédagogie.

La situation actuelle des réformes pédagogiques est donc particulièrement hybride. D'une part, le gouvernement soutient des projets pilotes tels qu'« Eis Schoul » du Glen, de l'autre, il veut engager, notamment par ces méthodes pédagogiques (dont la ministre espère qu'elles feront un « effet boule de neige »), le Luxembourg, à l'instar des autres gouvernements européens, dans la lutte effrénée de la concurrence. Peut-être faut-il repolitiser le débat sur la politique scolaire et laisser tomber la chimère du « pragmatisme ». Car, après tout, lors de l'assemblée générale du Glen (voir woxx 959), Charles Pépinster du Glen belge (le GBEN), avait estimé qu'il fallait entamer les « transformations nécessaires de l'éducation pour les transformations nécessaires de la société ».